

Planète et environnement : améliorer la prise de conscience et l'action

FRIEDRICH WULF, Pro Natura Schweiz

Quels objectifs sont pertinents pour l'environnement ?

Contrairement aux Objectifs du millénaire pour le développement, la protection de l'environnement est présente dans l'Agenda 2030 avec trois objectifs :

ODD 13 : Lutter contre le changement climatique et ses répercussions. L'objectif comprend l'adaptation au changement climatique, l'intégration de mesures de protection du climat dans les politiques nationales et l'amélioration de la prise de conscience du changement climatique. Pour tout le reste, il est fait référence au rôle moteur de la Convention cadre sur le climat UNFCCC.

ODD 14 : Préserver les océans. Ici il en va de la protection et de l'utilisation durable des mers : prévention de la pollution, diminution de l'acidification, gestion durable des écosystèmes côtiers, fin de la surpêche, suppression des subventions et soutien aux petits états insulaires.

ODD 15 : Protéger les écosystèmes terrestres Mettre fin jusqu'en 2020 à

la perte de la diversité biologique par : la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes et de leurs services ; la gestion durable de tous les types de forêts ; lutter contre la désertification ; favoriser le partage juste et équitable des bénéfices découlant de l'utilisation des ressources génétiques et l'accès approprié à celles-ci ; mettre un terme au braconnage ; lutter contre l'introduction d'espèces exotiques envahissantes ; intégrer systématiquement la protection des écosystèmes et de la biodiversité dans les processus de décision.

Synergies (co-benefits) entre les objectifs¹

ODD 1, 2, 3, 6 et 15 : Les écosystèmes intacts (poor man's GDP) offrent aux êtres humains, surtout dans les pays pauvres, beaucoup de choses dont ils ont besoin – nourriture, médicaments, eau –, ce qui contribue à réduire la pauvreté. Et une agriculture et une gestion de l'eau durable contribuent de façon significative à la préservation de la biodiversité.

Les **ODD 12 (consommation durable), 14 (vie aquatique) et 16 (sociétés pacifiques et inclusives)** peuvent contribuer

aussi à atteindre l'objectif 15 ; si on les atteint, la pression sur les écosystèmes diminue de façon significative.

Conflits potentiels (trade offs)

ODD 8 : On continue à croire à la croissance illimitée. Malgré une augmentation de l'efficacité, c'est en contradiction avec le principe « planète » de l'Agenda 2030, qui consiste à ne pas dépasser les limites de la planète – la Suisse consomme déjà 3,3 fois plus de ressources environnementales que ce qui est disponible au niveau international.²

ODD 13 : En principe, la protection du climat et de la biodiversité peuvent se renforcer mutuellement. Mais alors que la protection de la nature vise à contribuer à limiter le changement climatique (par exemple en préservant les écosystèmes marécageux et forestiers), l'ODD 15 joue un rôle mineur dans le débat sur le climat puisque même les monocultures, pourtant nocives pour la biodiversité, sont prises en compte pour abaisser les objectifs climatiques (inter)nationaux.

Pour atteindre tous les Objectifs de développement durable (ODD), il faut un environnement intact. Sans l'environnement, le bon fonctionnement des écosystèmes et les ressources, rien ne marche. La Suisse a toujours eu une bonne réputation dans ce domaine – mais à tort : 5 des 6 thèmes mesurables, qui sont dans un état critique voire menaçant à l'aune des ODD, portent sur l'environnement : climat, biodiversité, consommation, énergie propre et terre/forêts.³

Etat des lieux

Climat

En matière de production nationale, la Suisse est l'économie la moins intensive en CO₂ de l'OCDE (88 kg CO₂ par habitant et par année, comparés aux 2 56 kg

en moyenne de l'OCDE). Mais en Suisse, la demande représente 235 kg CO₂, ce qui veut dire que presque deux tiers des émissions causées par la Suisse ont lieu à l'étranger. L'impact sur le climat le plus important résulte de l'industrie financière helvétique, qui cause 1/20^e des émissions de gaz à effet de serre nationales. L'impact de la place financière suisse est comparable aux émissions territoriales de gaz à effet de serre du Japon ou de l'Allemagne.

Mers

Même si la Suisse n'a pas d'accès à la mer, ses rivières (surtout le Rhin, le Rhône, le Ticino et l'Inn) contribuent à la polluer. En 2015, 40'869 tonnes d'azote ont été mesurés dans le Rhin près de Bâle. Les (micro)plastiques et les pesticides sont aussi charriés par les rivières de la Suisse à la mer. De plus, par la consommation de produits halieutiques (qui concerne la pêche), la Suisse exerce une pression sur les mers du monde entier. En 2016, elle a importé plus de 30'000 tonnes de poissons de mer (sans compter le saumon).⁴ C'est trois fois plus que ce qui revient aux Suisses par habitant⁵ et cela contribue à réduire le stock et la variété des poissons.

Ecosystèmes terrestres

En Suisse, plus de la moitié des 235 types de biotopes sont menacés, tout comme 79 % des reptiles, 62 % des amphibiens et 36 % de l'ensemble des espèces examinées. C'est une proportion plus élevée que dans les pays voisins. Le nombre des biotopes, des oiseaux et des plantes vasculaires menacés continue à diminuer.⁶ Et certaines espèces, comme l'apron, sont fortement menacées d'extinction.

Parmi les **causes principales** figurent l'utilisation intensive de la terre et de l'eau, l'étalement et le morcellement urbain, l'apport de substances nocives depuis l'air, dues notamment à l'agriculture (ammoniaque/azote, pesticides), et la diffusion d'espèces invasives.

Urbanisation et morcellement: entre 1985 et 2009, la part des surfaces d'habitat a augmenté de 23 %, surtout aux dépens des surfaces agricoles, mais aussi des surfaces naturelles.⁷ Sur le Plateau suisse, le morcellement a doublé au cours des 30 dernières années.

Obstruction des eaux: aujourd'hui, près de 20 % des cours d'eau suisses sont soit complètement artificiels, soit fortement altérés ou enfouis sous terre, si bien que les organismes aquatiques ne peuvent plus y vivre. 75 % des espèces de poissons en Suisse sont menacées ou ont disparu.

Pollution: les apports en azote à partir de l'agriculture et de la combustion (surtout l'ammoniaque) sont si élevés que le pays est excessivement fertilisé, à l'exception des régions de montagne. Les limites (critical load) ont été atteintes depuis longtemps car la capacité d'absorption a été dépassée de plus de 50 fois⁸. Les écosystèmes extensifs comme les marécages, les prairies sèches et les forêts sont massivement altérés et des espèces typiques disparaissent. La quantité de pesticides provoque aussi la disparition des insectes.⁹

> voir également: Agriculture et systèmes d'alimentation

Conséquences de la consommation sur d'autres pays: un élément important de la diminution de la biodiversité est la consommation, en augmentation constante depuis des décennies. L'empreinte sur la biodiversité a lieu pour les 2/3 à l'étranger: les surfaces nécessaires à la production de tourbe, de soja, d'huile de palme, etc. et les exploitations minières à l'étranger se font aux dépens des écosystèmes comme les forêts tropicales et les marécages.

Faibles

Climat

Alors qu'en Suisse on prélève une taxe CO₂ sur les combustibles fossiles, il n'y a pas de mesure incitative pour l'utilisation de carburant. Or, comme 32 % des émissions proviennent de l'utilisation de carburant, le besoin d'agir est clair.

Il manque également une régulation stricte du marché financier, qui pourrait être le principal levier de la Suisse en matière de protection du climat. La

révision de la Loi sur le CO₂ a démarré en décembre 2017, mais elle ne prévoit pas de propositions de régulation efficace de la **place financière**.

> voir également : Moyens de mise en œuvre

Mers

D'une façon générale, l'épandage de polluants toxiques en Suisse doit être réduit encore davantage, le (micro)plastique doit être évité et le traitement des eaux usées amélioré (par exemple en séparant les eaux usées pluviales et en introduisant une étape chimique dans les installations de traitement des eaux usées). Il manque une régulation de l'importation de poissons.

Vie terrestre

A côté des mesures mentionnées dans le chapitre « Agriculture », la protection des territoires qui ont de la valeur est un instrument important pour atteindre l'ODD 15 (protéger les écosystèmes terrestres). Cependant, seuls 6,2 % du territoire suisse est protégé, auxquels s'ajoute 3 % au niveau cantonal. Il manque aussi un concept contraignant pour relier ces aires protégées. En comparaison européenne, la Suisse est le cancre de la protection du territoire.¹⁰

> voir également : Agriculture et systèmes d'alimentation

Malgré quelques pas réjouissants, comme l'introduction d'incitations pour la protection de la biodiversité et des objectifs environnementaux juridiques qui en découlent dans l'agriculture, de même que l'adoption de la Stratégie Biodiversité Suisse, la Suisse est encore très loin d'atteindre les 20 objectifs Aichi prévus par la Convention sur la biodiversité de 2010. Une analyse des trois ONG environnementales BirdLife Suisse, Pro Natura et WWF Suisse¹¹ montre que dans 67 % des objectifs Aichi il n'y a pas de progrès et que dans 11 % la situation est même en train de s'empirer.

Déficits juridiques : bien que la protection du territoire soit dans l'ensemble bien ancrée dans le système juridique suisse, il y a parfois un besoin d'amélioration – par exemple il n'y a toujours pas de règle pour protéger les sites Emeraude¹². Dans l'ensemble, il faut renforcer l'importance de cette thématique. Il faut introduire dans la constitution une loi qui oblige les entreprises suisses à assumer la responsabilité de leurs filiales à l'étranger en matière de respect des droits humains et des standards environnementaux. Il manque aussi des règles pour empêcher l'importation de produits qui réduisent la biodiversité, comme l'**huile de palme**.

> voir également : Agriculture et systèmes d'alimentation

Déficits de mise en œuvre : par manque de ressources, les questions de protection du territoire sont mises en œuvre de façon incomplète par la Confédération et les cantons. C'est ainsi que, par exemple, les 108 millions annuels pour entretenir les inventaires nationaux des biotopes sont nettement inférieurs à ce qui serait nécessaire (126 mio)¹³.

L'opinion publique et les politiciens ne sont pas vraiment conscients de la crise de la biodiversité, pourtant évidente, et du besoin urgent d'agir. En 2013, seuls 21 % des Suisses étaient d'avis que la biodiversité se portait mal¹⁴ – ce qui est en contradiction avec les données scientifiques.¹⁵

Recommandations

Climat

1. Dans la finance, il faut désinvestir ou limiter les investissements dans l'infrastructure qui nuit au climat.
2. Il est aussi essentiel de réduire les émissions de gaz à effet de serre et il faut introduire une taxe générale pour toutes les émissions de gaz à effet de serre. Celle-ci doit comprendre, entre autres : l'extension de la taxe sur le CO₂ pour l'industrie à toutes les émissions de gaz à effet de serre ; l'introduction d'une « taxe sur l'énergie sale » appliquée à l'énergie produite à partir de sources non renouvelables (aussi sur les importations), l'augmentation de la taxe CO₂ sur les carburants, l'introduction d'une taxe sur les émissions de gaz à effet de serre sur les produits importés, l'introduction d'une taxe sur la circulation des voitures en fonction de leur puissance ; une taxe incitative

sur les carburants ; l'introduction d'une taxe climatique sur tous les billets d'avion au départ de la Suisse et le passage du transport au rail.

Mers

- Il faut endiguer l'impact négatif de la Suisse sur les mers, notamment par une réduction, ou une interdiction, de l'injection de certaines substances (microplastique, ammoniacale), une extension (qualitative et quantitative) des stations de traitement des eaux usées et la mise en place d'incitations pour réduire la consommation d'espèces de poissons victimes de la surpêche – allant jusqu'à une interdiction des importations de certaines espèces et méthodes de pêche.

Vie terrestre

- Il faut une campagne de communication efficace de l'Etat pour améliorer la prise de conscience. De plus, il faut examiner les conséquences possibles de toute nouvelle loi sur la nature/l'environnement.
- La protection de la nature doit obtenir un financement suffisant pour mener à bien ses tâches. Les incitations qui nuisent à la biodiversité doivent être identifiées et supprimées. La stratégie biodiversité Suisse et le plan d'action biodiversité doivent être mis en œuvre rapidement avec les moyens financiers et en personnels nécessaires.
- D'ici 2020, il faut établir une infrastructure écologiquement efficace, qui comprenne au moins 17 % de la surface du pays et suffise à remplir les exigences de la Convention de Berne pour la mise en œuvre du réseau Emerald. Comme base technique, il faut mettre sur pied une carte de tous les biotopes et écosystèmes de la Suisse entière.

NOTES

- | | |
|--|---|
| <ol style="list-style-type: none"> Christine von Weizsäcker, <u>SDG 15. Policy choices for helping or hindering the poor</u>, S 110–114, in: Spotlight on Sustainable Development 2016 – Report by the Reflection Group on the 2030 Agenda for Sustainable Development, 2016 Office fédéral de la statistique: <u>L'empreinte écologique de la Suisse</u> Gapframe.org: <u>Switzerland</u>, 2017 Office fédéral de l'environnement OFEV: <u>Statistiques de la pêche: Rendement de la pêche de loisir, 2005–2016</u>. Fair fish: <u>Die Schweiz isst zu viel Fisch</u>, 2016 (en allemand seulement) Office fédéral de l'environnement OFEV: <u>Biodiversité en Suisse: état et évolution</u>, 2017 Office fédéral de la statistique: <u>Utilisation du territoire. Statistique de poche 2017</u>, p.13 (version corrigée 30.01.2018) Office fédéral de l'environnement OFEV: <u>Biodiversité en Suisse: état et évolution</u>, 2017 Eawag: <u>Encore de fortes concentrations de pesticides dans les ruisseaux</u>, 4 avril 2017 | <ol style="list-style-type: none"> European Environment Agency: <u>Biodiversity — protected areas</u>, 18. Februar 2015 Bird Life, Pro Natura, und WWF: <u>Strategie Biodiversität Schweiz des Bundesrates – Wo steht die Umsetzung in der Schweiz 2017?</u>, April 2017 (en allemand seulement) Des territoires qui, selon la Convention de Berne, doivent être dévolus dans tous les pays européens à la protection de certaines espèces et biotopes. En Suisse, pour l'instant, cela n'a concerné qu'une petite partie du territoire. Martin, M., Jöhl, R. et al.: <u>Biotopes d'importance nationale: coûts des inventaires de biotopes</u>, Rapport d'experts à l'attention de la Confédération. Etabli sur mandat de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), 2^{ème} édition, 2017. Urs Bieri: <u>Studie Biodiversität 2013</u>, gfs.bern, 20 November 2013 Markus, Fischer et al.: <u>Zustand der Biodiversität in der Schweiz 2014</u>, Bern: Forum Biodiversität Schweiz, 2015 |
|--|---|

LITTÉRATURE COMPLÉMENTAIRE

L'Organisation de coopération et de développement économiques OCDE, Examens environnementaux de l'OCDE: Suisse 2017, Examens environnementaux de l'OCDE, Éditions OCDE, Paris, 2017

Office fédéral de l'environnement OFEV: Stratégie Biodiversité Suisse plan d'action, Berne, 2017

Werner Müller (BirdLife Suisse), Raffael Ayé (BirdLife Suisse), Simona Kobel (Pro Natura), Thomas Wirth (WWF Suisse), Friedrich Wulf (Pro Natura): Plan d'action Biodiversité Suisse: Exigences du point de vue de la société civile. 26 mesures importantes et urgentes pour conserver et développer la biodiversité. Version du 15 mai 2018